

Quand la maternité a fermé

Malgré la mobilisation des habitants et des élus, en 2016, l'Agence régionale de santé et les pouvoirs publics ont pris la décision de faire une croix sur la maternité de Pithiviers et donc de priver les mères d'accoucher « chez elles ».

► En 2016, ils étaient 650 bébés à naître à Pithiviers chaque année, loin des 300 accouchements décidés par l'Agence régionale de santé (ARS), seuil critique pour fermer une maternité. On aurait pu la laisser vivre, mais, le vendredi 10 juin, après une mobilisation sans précédent des habitants et des élus durant quatre mois, le couperet est tombé sur cet établissement, dont il faut rappeler qu'il fut avant-gardiste quand le docteur Michel Odent pratiquait dans les années 70 les naissances dans des piscines d'accouchement.

Un manque de médecins

Dans son communiqué, l'ARS se justifie. « Après un examen approfondi et très précis des éléments transmis par le centre hospitalier de Pithiviers, l'ARS Centre-Val de Loire constate que l'établissement n'est pas parvenu, malgré les financements disponibles et malgré tous les efforts menés en ce sens, y compris par les pouvoirs publics, à recruter une équipe médicale stable et complète, à même d'assurer le fonctionnement sécurisé de la maternité. C'est pourquoi l'ARS confirme aujourd'hui le retrait définitif de l'autorisation d'obstétrique de l'hôpital ».



De nombreuses manifestations pour sauver la maternité ont été organisées. (PHOTO D'ARCHIVES)

Lourdes, Montbéliard, Vire, Vitry-le-François, Amboise, Guéret et tant d'autres maternités rayées de la carte, celle de Pithiviers est passée au scalpel et remplacée par un centre périnatal de proximité (CPP) qui continuera d'assurer sur place, dans une organisation innovante reprenant l'ensemble de l'équipe de la maternité de Pithiviers, le suivi anté et post-natal des parturientes et des nouveau-nés.

Les futures mères ont été dirigées vers Orléans

Étampes (33 km) et Fontainebleau (47 km). L'alerte avait été donnée au mois de mars par une expertise qui faisait état « d'une insuffisance des effectifs médicaux et l'impossibilité de recruter les praticiens nécessaires ».

Aussitôt, les élus, en particulier Marianne Dubois et Jean-Pierre Sueur, très offensifs, autant dans les arcanes du pouvoir que dans les manifestations, s'étaient saisis du dossier. « La permanence des soins dans les trois domaines de l'obstétri-

qué, pédiatrie étaient assurés », assure pourtant Jean-Pierre Sueur qui, en compagnie de Marianne Dubois, avait tenté une ultime démarche auprès de la ministre de la Santé, Marisol Touraine. Mais comme l'ARS, elle a fait la sourde oreille.

« Des autruches dandinantes »

Conjointement, la ville s'est mobilisée dès la nouvelle connue. Une première manifestation a réuni 1.200 personnes - un chiffre inouï pour le territoire -, les élus

télévisions ont débarqué et une association de défense des usagers, Gardons la maternité à Pithiviers, a été créée. Elle a mené de nombreuses actions, comme cette banderole reproduisant les portraits de bébés nés à Pithiviers où le public était invité à se faire photographier. Au total, 325 personnes, parmi lesquels 18 élus, avaient défilé devant l'objectif. Chaque soir, à 18 h 30, les défenseurs de la maternité se retrouvaient pour un « apéro de la mat ».

Ils s'invitèrent aussi aux

Nolland, en manifestant au dehors de la salle des fêtes. Ce qui a donné lieu à une scène rocambolesque nourrie par le maire, qui les traita malhablement dans son discours « d'autruches dandinantes ».

L'expression, dont on a cherché l'origine sans la trouver, fera le tour du Pithivier et restera gravée dans les mémoires. Il faut dire que Philippe Nolland cultivait une certaine ambivalence au sujet de la fermeture de la maternité. « En tant que président du conseil de surveillance, je n'ai aucun pouvoir, sinon un pouvoir d'influence. Je suis attaché à notre maternité, je veux la sauver et on se battra jusqu'au bout, mais les accouchements doivent être assurés dans des conditions maximales de sécurité, on ne peut pas se permettre un accident grave. Mais je ne me fais aucune illusion, les délais sont trop restreints. Cela fait trois ans que l'on cherche des personnels, ce n'est pas en un mois qu'on va les trouver », avait-il déclaré. « Nous sommes profondément navrés qu'un élu de la République puisse tenir de tels propos à l'encontre d'une grande majorité de sa population et des très nombreux élus qui se sont mobilisés pour cette juste cause », lui avaient répondu Marianne Dubois et Jean-Pierre Sueur.

Pour l'anecdote, une petite Ylana était née à la maternité, mardi 14 juin, soit quatre jours après la suspension de son activité.



Une banderole reproduisait les portraits de bébés nés à Pithiviers.

Déjà en 1997

C'était la seconde fois que la maternité était menacée. En 1997, déjà les élus locaux se sont démenés pour trouver un remplaçant à l'un des deux médecins anesthésistes, appelé à prendre sa retraite. Et déjà, 600 manifestants ont arpenté les rues de la ville. Enfin, on a trouvé un médecin, le docteur Jean Gonguod.

Mais une intervention chirurgicale a tourné au drame. Une patiente venue pour une ligature des trompes décède et la maternité est restée fermée. Le secrétaire d'État à la Santé, Bernard Kouchner, s'est rendu à Pithiviers le 8 septembre, où il a été accueilli par 1.300 personnes en colère. Bernard Kouchner a annoncé la réalisation de travaux de modernisation du bloc opératoire et le 16 mars, après huit mois de fermeture, la maternité a fonctionné à nouveau. C'était reculer pour mieux sauter...